



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

métallurgie

Question au Gouvernement n° 1276

Texte de la question

DÉSINDUSTRIALISATION DE L'ALSACE

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Christ, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Louis Christ. Monsieur le ministre du redressement productif, la direction du groupe Sony Alsace vient d'annoncer le lancement d'un plan de sauvegarde pour l'emploi qui devrait se traduire par 154 suppressions de postes sur le site de Ribeauvillé.

Ce plan fait suite à une série d'autres plans de restructuration dans de grandes sociétés du Centre-Alsace, principalement dans la filière métallurgique. Parmi ces sociétés, nous trouvons Mahle Pistons, Wrigley, Timken, Behr France, Ricoh, toutes entreprises à capitaux étrangers qui sont parmi les premiers employeurs de France.

Dans le seul secteur industriel de la métallurgie, pas moins de 1 140 emplois ont été détruits ces derniers mois dans ce bassin de vie. Sur un an, l'évolution du chômage dans les territoires concernés est éloquente : plus 11,2 % sur le bassin de Colmar, plus 12,8 % sur le bassin de Sélestat, selon les données statistiques de la direction départementale du travail du mois d'août. Je n'invente pas les chiffres.

L'Alsace devient ainsi la victime d'une véritable hémorragie d'emplois, liée à un processus de désindustrialisation largement enclenché. Les industriels expliquent devoir recourir à ces restructurations, voire délocalisations, en raison d'un coût du travail excessif qui ne leur permet plus de rester compétitifs, y compris face à leurs concurrents européens.

Le constat est amer. Votre politique de prélèvements sociaux détourne les investisseurs étrangers de la France et réduit l'attractivité économique de notre pays. Aujourd'hui, c'est un drame social sans précédent qui frappe l'Alsace, laquelle avait jusque-là la réputation d'être une région industrielle et prospère.

Monsieur le ministre, quelles actions énergiques le Gouvernement entend-il mettre en œuvre pour recréer de la croissance et renverser de manière significative la courbe du chômage sur ce territoire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif. Monsieur le député, dans la région Alsace comme dans d'autres, tous les territoires font face à des difficultés. J'ai expliqué tout à l'heure comment, au sujet de deux autres régions, nous nous y prenons pour organiser le maintien des outils industriels, même à taille plus réduite, de manière que, lorsque la croissance sera au rendez-vous, ces entreprises puissent à nouveau se déployer et embaucher.

Vous posez la question de la compétitivité, qui n'est pas un sujet que le Gouvernement ignore. Il y a eu le rapport Gallois, à la suite duquel des décisions ont été prises. Nous avons fait le choix de travailler sur les trois coûts de production : coût du travail, coût du capital, coût de l'énergie.

S'agissant du coût du travail, le crédit d'impôt compétitivité emploi arrive dans son uniformité et son universalité au 1er janvier 2014 pour toutes les entreprises. Je peux vous dire que les 20 000 entreprises qui, les premières, l'ont demandé, avec le soutien de la Banque publique d'investissement, ne sont pas fâchées de l'avoir obtenu, car il permet de rétablir des marges, d'investir, parfois d'embaucher, parfois de convertir des CDD en CDI.

En ce qui concerne le coût du capital, nous avons créé la Banque publique d'investissement pour réduire les coûts d'accès au capital pour l'ensemble des PME qui n'accèdent plus au système bancaire, lequel ne veut plus prêter ou, lorsqu'il prête, le fait à un coût trop élevé.

M. Jean Launay. C'est vrai !

M. Arnaud Montebourg, ministre. Enfin, la question du coût de l'énergie est traitée dans le cadre des arbitrages dans le débat sur la transition énergétique. Nous souhaitons que l'industrie bénéficie d'une énergie moins chère.

M. Jacques Myard. Nucléaire !

M. Arnaud Montebourg, ministre. Cela nous permettra de défendre notre compétitivité.

Voilà les mesures que nous prenons. C'est un travail de longue haleine, difficile, mais nous pouvons réussir ensemble. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Christ](#)

Circonscription : Haut-Rhin (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1276

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 octobre 2013](#)